

Apostrophe 45, 28 juillet 2014

28/07/2014 Les PPP : ces bombes à retardement ?



Publié sur Apostrophe45 (<http://apostrophe45.fr>)
Région : Ile de France - Île-de-France > Paris

Les PPP : ces bombes à retardement ?

lun, 28/07/2014 - 14:12 | Anthony Gaudier

Urbanisme

Image:



C HANTIERES. Les PPP - entendez partenariat public-privé - seraient-ils « des bombes à retardements budgétaires », autrement dit des gouffres financiers pour les collectivités qui y souscrivent ? C'est du moins la conviction d'un certain nombre de sénateurs - dont Jean-Pierre Sueur, président PS de la Commission des lois - qui ont planché sur le problème. Un sujet qui peut paraître un peu technique, mais qui est essentiel aujourd'hui alors que les finances de nombre de communes sont dans le rouge.

Depuis 2004, les collectivités qui sont sans le sou, et elles sont nombreuses, peuvent quand même réaliser des projets d'envergure - école, stade de foot, hôpital, prison, Arena, etc. - en ayant justement recours à un PPP. Pour cela, il suffit, ou presque, de signer un contrat avec l'un des trois grands géants du béton qui ont le monopole sur le PPP en France - Bouygues, Vinci et Eiffage - qui prend tout en charge : le montage financier - en empruntant aux banques - bien sûr -, les travaux, l'exploitation, et la maintenance. Et ce, sans que le donneur d'ordre n'avance le moindre centime d'euros. Enfin, dans l'immédiat. Car la collectivité qui signe un PPP doit ensuite s'acquitter d'un loyer - souvent très onéreux -, pendant une durée qui peut osciller de dix à cinquante ans, et c'est seulement au terme de cette période que le bien lui appartient. Au moment où la réalisation en question rentre enfin dans le giron de la collectivité, après de très longues années d'usage, il est déjà quasi vétuste s'il n'a pas bénéficié d'un entretien rigoureux. Bref, une sorte de leasing à très grande échelle. En dix ans, quelque 156 PPP ont ainsi été signés en France. Feu l'Arena, à Orléans, devait ainsi être réalisée via un PPP signé avec le groupe Bouygues pour un montant de 103 millions d'euros. Mais avec un apport de l'État qui devait en amoindrir largement le coût. Et qui ne viendra donc jamais.

Dans le département du Loiret, pas moins de cinq collèges vont voir le jour d'ici deux ans : les collèges de Château-Renard et Trainou pour la rentrée de **Les cinq nouveaux**

<http://apostrophe45.fr/printurbanisme/les-ppp-ces-bombes-%C3%A0-retardement>

12